

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 13/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**GALLOO**

Première Avenue  
Port d'Halluin  
59250 Halluin

Références : VAT20240642  
Code AIOT : 0010011110

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/12/2024 dans l'établissement GALLOO implanté 11 Avenue de la Liberté ZI Les Corvées 28500 Vernouillet. L'inspection a été annoncée le 10/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GALLOO
- 11 Avenue de la Liberté ZI Les Corvées 28500 Vernouillet
- Code AIOT : 0010011110
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site bénéficie d'un arrêté préfectoral du 17 février 2017 autorisant un établissement de tri,

transit et regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). Le site de Vernouillet se concentre sur la récupération et le recyclage de divers métaux tels que la ferraille, l'aluminium, le cuivre et le plastique des équipements électriques.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Opérations de tri des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > V.	Demande d'action corrective	60 jours
6	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 20/02/2017, article 4.2.2.	Demande d'action corrective	60 jours
10	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 20/02/2017, article 4.3.11.	Demande d'action corrective	60 jours
11	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 20/02/2017, article 7.5.3	Demande d'action corrective	60 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Sans objet
2	Installations électriques et mise à la terre	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	Sans objet
3	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.	Sans objet
5	Réseau d'alimentation en eau potable	Arrêté Préfectoral du 20/02/2017, article 4.1.3.1	Sans objet
7	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 20/02/2017, article 4.2.4.2.	Sans objet
8	Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 20/02/2017, article 9.2.2.	Sans objet
9	Auto surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 20/02/2017, article 9.2.5.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
12	Prescriptions particulières suite à la pollution des sols	Arrêté Préfectoral du 20/02/2017, article 5.1.8.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les fiches ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;</li> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.</li> </ul> <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.</li> </ul> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est organisé en équipe de gestion de crise avec des moyens d'alerte pour les services de secours et l'évacuation du personnel présent.</p> <p>Un plan (identification des dangers - moyens de défense incendie GFVER01_10-2024) est disponible et présente les différentes informations appelées par l'arrêté et est tenu à disposition</p>

des services d'intervention.

L'inspection a permis de constater la présence d'extincteurs accessibles, contrôlés en novembre 2024 et répartis sur l'ensemble du site ainsi qu'une réserve de sable devant la zone de stockages des batteries en extérieur.

**Conforme**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Installations électriques et mise à la terre

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques et mise à la terre

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.

**Constats :**

L'exploitant dispose des rapports de contrôles électriques et de mise à la terre réalisés par la société SOCOTEC en juin 2024.

A l'issue de ces contrôles, l'exploitant a engagé la levée des non-conformités relevées via des interventions en interne. L'exploitant a présenté les derniers échanges avec la société SOCOTEC afin de reprogrammer un contrôle en janvier 2025 pour valider la levée de non-conformités.

**Conforme**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Entreposage des déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entreposage des déchets

**Prescription contrôlée :**

Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).

L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).

La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.

Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur.

Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :

- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.

#### **Constats :**

Les aires de réception, transit, regroupement, de tri, de préparation puis des produits triés sont clairement identifiés et répartis sur l'installation pour l'organisation des chaînes de traitement. Dans l'installation, un système d'étiquetage permet de suivre l'origine des différents éléments stockés.

En complément, l'exploitant dispose d'un registre des déchets entrants avec répartition en fonction du type de déchets. Ce registre est associé à seuil d'alerte lié à la durée de traitement (ex 5j max pour tous les déchets). Enfin, le dimensionnement des box permet d'identifier les dépassements de stock potentiels.

L'exploitant a présenté la mise en place d'un nouveau suivi des flux via une plateforme en cours de développement pour la gestion précises de l'ensemble des flux ; son déploiement est prévu courant 2025.

Les conditions de stockage contrôlées le jour de l'inspection sont conformes au présent article (Stockage limité à 2 caisses empilées (=3m) et en extérieur, stockage bloc "lego" limité à 3m également)

**Conforme**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 :** Opérations de tri des déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > V.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Opérations de tri des déchets

**Prescription contrôlée :**

Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination).

**Dispositions particulières aux déchets d'équipements électriques et électroniques**

Les équipements de froid ayant des mousses isolantes contenant des substances visées à l'article R. 543-75 du code de l'environnement sont éliminés dans un centre de traitement équipé pour le traitement de ces mousses et autorisé à cet effet.

Lorsqu'ils sont identifiés, les condensateurs, les radiateurs à bain d'huile et autres déchets susceptibles de contenir des PCB sont séparés dans un bac étanche spécialement affecté et identifié. Leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée.

Les déchets de tubes fluorescents, lampes basse énergie et autres lampes spéciales autres qu'à incandescence sont stockés et manipulés dans des conditions permettant d'en éviter le bris, et leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée respectant les conditions de l'arrêté du 23 novembre 2005 relatif aux modalités de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques prévues à l'article 21 du décret n° 2005-829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements, ou remis aux personnes tenues de les reprendre, en application des articles R. 543-188 et R. 543-195 du code de l'environnement ou aux organismes auxquels ces personnes ont transféré leurs obligations.

Dans le cas d'un déversement accidentel de mercure, l'ensemble des déchets collectés est rassemblé dans un contenant assurant l'étanchéité et pourvu d'une étiquette adéquate, pour être expédié dans un centre de traitement des déchets mercuriels.

**Constats :**

Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire.

Les éléments non traités sur le site (équipements de froid, déchets PCB, huiles,...) sont conditionnés pour envoi dans les filières adaptés.

L'inspection relève la présence d'un bac non étanche assurant la collecte des condensateurs susceptibles de contenir des PCB au niveau de la chaîne de traitement des écrans plats. Le bac est grillagé.

Avant expédition vers la filière adaptée, les déchets de tubes fluorescents, lampes basse énergie et autres lampes spéciales autres qu'à incandescence sont stockés et manipulés dans des conditions permettant d'en éviter le bris. L'exploitant dispose d'une procédure spécifique en cas de bris de ces éléments.

**Constat : Un bac assurant le stockage des condensateurs susceptibles de contenir du PCB n'était pas étanche.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées

un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 5 : Réseau d'alimentation en eau potable**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/02/2017, article 4.1.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseau d'alimentation en eau potable
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau. Les installations de prélèvement doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Le relevé du totalisateur est effectué au minimum une fois par mois, et est porté sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La zone dédiée au traitement des écrans plats utilisant de l'eau peut être isolée du réseau via un obturateur gonflable installé au niveau du décanteur de cette partie de l'installation. Le site dispose de 2 compteurs des eaux d'alimentation présents sur le plan général et l'exploitant réalise un relevé mensuel . L'exploitant a ainsi présenté le relevé "contrôle installations de GF Vernouillet" avec un point de relève des compteurs d'eau et des poteaux incendie du 29 mai 2024.</p> <p><b>Conforme</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Plan des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/02/2017, article 4.2.2.
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Plan des réseaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux d'eau et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li> <li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) ;</li> <li>• les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li> <li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;</li> <li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de</li> </ul>



toute nature (interne ou au milieu).
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le plan avec les différents attendus afin d'identifier les différents réseaux présents sur son installation.</p> <p>Les différents réseaux extérieur au bâtiment sont bien identifiés sur le plan. Cependant, l'inspection relève que les réseaux présents au niveau du bâtiment de traitement des écrans plats sont manquants : le réseau d'eau (distribution et évacuation) ainsi que le système de pré-traitement par décantation et la zone permettant l'installation du dispositif d'obturation.</p> <p><b>Constat : Certains éléments attendus sur le plan des réseaux sont manquants (réseaux bâtiment principal)</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 7 : Isolement avec les milieux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/02/2017, article 4.2.4.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Isolement avec les milieux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan général "identification des dangers - moyens de défense incendie GFVER01_10-2024" identifie la zone permettant l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur.</p> <p>Lors de la visite de l'installation, la signalisation de cette zone était clairement identifiable et la consigne de mise en œuvre affichée. 2 actionneurs permettent de disjoncter les pompes de relevage qui envoient l'eau du réservoir des eaux d'assainissement vers le réseau public.</p> <p><b>Conforme</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Relevé des prélèvements d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/02/2017, article 9.2.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Relevé des prélèvements d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les Installations de prélèvement d'eau de toutes origines, comme définies au CHAPITRE 4.1 du présent arrêté, sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé tous les mois. Les résultats sont portés sur un registre.
<b>Constats :</b>  Le site dispose de 2 compteurs des eaux d'alimentation présents sur le plan général et l'exploitant réalise un relevé mensuel . L'exploitant a ainsi présenté le relevé "contrôle installations de GF Vernouillet" avec un point de relève des compteurs d'eau et des poteaux incendie du 29 mai 2024.  <b>Conforme</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Auto surveillance des niveaux sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/02/2017, article 9.2.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Auto surveillance des niveaux sonores
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle est effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander. Ces mesures sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le compte-rendu des mesures acoustiques réalisées en mars 2022 par la société SIM engineering. Ce rapport fait état de 2 dépassements de seuil en période nocturne. L'exploitant indique que, depuis ce contrôle, la rotation de nuit pour le traitement des écrans plats a été abandonnée conduisant de fait à une baisse de niveau d'émission sonore nocturne. La périodicité fixée à 3 ans implique la réalisation d'une nouvelle campagne de mesure en 2025.  <b>Conforme</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/02/2017, article 4.3.11.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

### Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales issues du ruissellement sur les aires imperméabilisées et l'entretien du site sont collectées et rejoignent les eaux de toiture avant traitement dans le séparateur d'hydrocarbures et rejet dans le bassin de rétention des eaux pluviales.

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées dans le milieu récepteur considéré, sans dilution et en aval des séparateur d'hydrocarbures, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°2 Eaux pluviales

Paramètres	Concentrations maximales autorisées
Débit journalier	Maximum autorisé : 260 m <sup>3</sup> /jour
Débit horaire	Maximum autorisé : 10,8 m <sup>3</sup> /heure
pH	5,5<pH<8,5
Température	<30°C
DCO	125 mg/l
DBO5	30 mg/l
MES	35 mg/l
Fer (Fe)	10 mg/l
Aluminium (Al)	10 mg/l
Cuivre (Cu)	0,5 mg/l

Zinc (Zn)	0,5 mg/l
Plomb (Pb)	0,5 mg/l
Hydrocarbures totaux (HCT)	5 mg/l
PCEB (NF EN ISO 6468)(*)	0,05 mg/l si le rejet dépasse 0,5 g/j
Somme des métaux (Mn + Fe + Co+ Ni+ Cu + Zn + Ag + Pb)	15 mg/l si le flux est supérieur à 10 g/l
Indice phénols	0,3 mg/l
Chrome hexavalent	0,1 mg/l

Cyanures totaux	0,1 mg/l
AOx (**)	5 mg/l
Arsenic	0,1 mg/l
Mercure	0,05 mg/l

(\*) concerne la mesure de la somme des concentrations des sept congénères suivants : 28, 52, 101, 138, 153, 180 et 194

(\*\*) Halogène organique adsorbable

Une mesure des débits, du pH, de la température et des concentrations des différents polluants susvisés est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement (cf. article 9.2.3). Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Constats :

L'exploitant réalise des mesures semestrielles au niveau des rejets d'eau. Les rapport de la société SYPAC présentent le résultat des prélèvements réalisés sur 24h en mars 2024 puis septembre 2024.

La valeur en DCO issue de l'analyse de septembre 2024 fait apparaître un léger dépassement en DCO. Ainsi, suite à cette mesure, l'exploitant a engagé un nettoyage supplémentaire de son séparateur d'hydrocarbures en octobre 2024 et demandé, en décembre 2024, la réalisation d'une nouvelle mesure sur le paramètre DCO. Le résultat de la mesure n'était pas disponible le jour de l'inspection.

**Constat : la valeur en DCO issue des mesures sur le rejet d'eau réalisé en septembre 2024 apparaît en dépassement (145 mg/kg pour un seuil fixé à 125 mg/kg)**

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite aux actions de nettoyage de séparateur d'hydrocarbures, l'exploitant a engagé la réalisation d'une nouvelle mesure du paramètre DCO sur ses eaux de rejet. L'exploitant transmet le résultat de la nouvelle mesure.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

#### N° 11 : Rétentions

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/02/2017, article 7.5.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rétentions

#### Prescription contrôlée :

Le sol des aires et des locaux de stockage, ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou, susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, et le sol des aires et locaux de

transit, regroupement, tri, désassemblage et remise en état des déchets d'équipements électriques et électroniques admis dans l'installation, est étanche. Ces sols sont également équipés de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement.

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité des réservoirs associés.

**Constats :**

Le sol du bâtiment principal dans lequel a lieu le traitement des déchets est étanche.

Au niveau de la zone dédiée au démantèlement des radiateurs contenant des bains d'huiles, il apparaît que les radiateurs sont déposés sur des bacs de récupération afin de procéder à la vidange de leurs huiles. Aussi, ces bacs de récupérations des huiles ne disposent pas de rétention. L'exploitant a indiqué lors de la visite qu'un réservoir à double enveloppe avait été commandé en fin d'année pour être installé afin de recueillir l'ensemble des huiles extraites lors de la vidange des radiateurs.

**Constat : Les huiles récupérées au niveau de la zone de traitement des radiateurs ne sont pas sous rétention.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 12 : Prescriptions particulières suite à la pollution des sols**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/02/2017, article 5.1.8.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Investigations complémentaires au niveau de la zone contaminée

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalisera, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, des investigations complémentaires afin de caractériser l'extension de la contamination des sols superficiels au droit du sondage S7 (situé à l'angle nord-ouest du site - cf. Annexe 3). L'exploitant réalisera des sondages complémentaires autour du sondage S7 et procédera à des analyses des sols dont les paramètres à rechercher seront les hydrocarbures totaux (HCT), les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et les composés organiques halogénés volatils (COHV).

**Constats :**

Suite à l'inspection réalisée le 21 octobre 2021, un arrêté du 20 avril 2022 mettait en demeure la

société Galloo de procéder aux investigations complémentaires indiquées à l'article 5.1.8.3 susvisé afin d'évaluer les teneurs en hydrocarbures totaux (HCT), les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et les composés organiques halogénés volatils (COHV) présents au niveau du sondage S7 suite à un déversement accidentel d'hydrocarbures en 2011.

Par courrier en date du 29 août 2022, la société transmettait à l'inspection des installations classées le résultat des analyses complémentaires. En complément de l'étude initiale et des analyses réalisées en 2011, les nouvelles analyses en HAP et hydrocarbures confirment la trace du déversement accidentel ; cette contamination n'étant pas étendue en profondeur.

L'exploitant indique avoir réalisé une excavation des terres sur une profondeur de 80 cm puis réalisé une dalle étanche au niveau de la zone.

Enfin, l'exploitant rappelle que lors des investigations réalisées en 2011, aucune arrivée d'eau indicatrice de la présence d'une nappe n'a été observée au droit des sondages réalisés.

**Conforme**

**Type de suites proposées :** Sans suite